République du Burundi

Accord Cadre pour la Restauration

d'un Etat de Droit au Burundi

DECLARATION

Au lendemain de l'occupation du Burundi par des troupes militaires Sud-Africaines et de l'investiture, par Nelson Mandela et la communauté internationale le 1er novembre 2001, d'un gouvernement fantoche issu de l'accord d'Arusha, le peuple burundais continue de vivre quotidiennement sous le terrorisme des violences les plus meurtrières perpétrées par les escadrons de la mort du PALIPEHUTU et du CNDD, qui pourtant trônent au gouvernement avec l'appui de la même Communauté internationale!

Depuis le 1er novembre 2001 en effet, les populations des provinces Bujumbura rural, Ruyigi, Rutana, Bururi, Makamba et Bubanza font face à une recrudescence des violences à caractère génocidaire du PALIPEHUTU/FNL et du CNDD/FDD.

Des femmes et des enfants sont assassinés et massacrés dans leurs maisons, des embuscades contre des véhicules civils se multiplient sur les routes nationales, des passagers sont brûlés vifs dans leurs véhicules, des maisons sont incendiées, des magasins et boutiques sont pillés et incendiés, l'enlèvement d'enfants se fait au grand jour dans les écoles primaires et secondaires...

Tout cela se fait sous un regard complaisant et un silence complice d'un gouvernement dit « de l'espoir », dominé par les représentants de ces organisations terroristes et génocidaires comme les FDD/CNDD/FRODEBU et FNL/PALIPEHUTU.

C'est ce gouvernement qui a été imposé au peuple Burundais et qui a été placé sous la protection de soldats Sud-Africains déployés au Burundi avec le soutien et le financement de la communauté internationale dont de l'Organisation des Nations Unies et les capitales occidentales telles que Bruxelles, Paris, Londres, Washington, etc...

L'Accord Cadre pour la Restauration d'un Etat de Droit au Burundi :

- Condamne sans réserve ce massacre de populations civiles et innocentes perpétré par les FNL (branche armée du PALIPAHUTU) et les FDD (branche armée du CNDD et du FRODEBU) membres du groupe de ces organisations génocidaires appelé pudiquement G7 et qui dominent un gouvernement à peine installé par la Communauté internationale sous la férule d'un Prix Nobel de la Paix appelé Nelson Mandela.

- Condamne l'attitude irresponsable de ce gouvernement fantoche qui, par son refus de dénoncer, combattre et mettre fin à ce terrorisme, prouve ainsi, une

nouvelle fois, sa complicité avec ces milices génocidaires alliées avec les INTERAHAMWE et les ex FAR (Forces Armées Rwandaises sous la dictature de Habyalimana).

- Condamne sans réserve la République Sud-Africaine qui assure la protection militaire d'un gouvernement qui commandite les massacres contre la population qu'il administre ; tout cela se faisant avec le financement de la communauté internationale, au moment où, en République Démocratique du Congo voisine, les forces négatives, que sont notamment ces mêmes milices FDD du CNDD et du FRODEBU qui contrôlent le gouvernement fantoche imposé au Burundais par la tricherie d'ARUSHA, sont entrain d'être désarmées et démantelées, en même temps que leurs complices du Rwanda et de la RDC.
- Exhorte toutes les forces vives de la nation, les partis politiques et les associations de la société civile à exiger le départ immédiat et sans conditions de ce gouvernement fantoche composé par les leaders de ces milices génocidaires qui ne font que profiter des moyens de l'Etat pour intensifier et parachever le génocide commencé en octobre 1993.
- Lance un appel pressant à la communauté internationale afin qu'elle exige le départ immédiat du Burundi et sans conditions des troupes d'occupation sud-africaines et autres ; et retire sa confiance à ce gouvernement fantoche dont le seul objectif est de rééditer les crimes génocidaires comme au lendemain de l'Accord d'ARUSHA sur le Rwanda en 1994.

Fait à Bujumbura, le 7 novembre 2001

Pour l'Union des Femmes Burundaises (UFB),

Concilie NIBIGIRA.-

Pour l'Association AC-GENOCIDE CIRIMOSO,

Pr Venant BAMBONEYEHO.-

Pour la Coalition Contre la Dictature (CCD),

Dr André BIRABUZA.-

Pour la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore (JRR)

Raphaël HORUMPENDE.-

Pour la Puissance d'Autodéfense Amasekanya,

Gédéon NTUNZWENINDAVYI.-

Pour le Parti pour l'Unité et le Progrès National (UPRONA)

Charles MUKASI